



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ATHENES

N° 21 – Edition du 2 mars 2023

1

BULGARIE

- ❖ Lancement de la campagne de communication sur la future adhésion du pays à la zone euro par une conférence.
- ❖ Hausse de la dette extérieure brute de 5,8 % en 2022
- ❖ Enquête du Parlement européen sur une fraude concernant les émissions de gaz à effet de serre
- ❖ Entretien des ministres de l'Énergie de la Bulgarie et de l'Ukraine sur une coopération concernant le gaz naturel et l'énergie nucléaire.
- ❖ La Bulgarie bénéficiera de plus de 480 M au titre du plan RePowerEU

CHYPRE

- ❖ le PIB chypriote a crû de +4,5% en rythme annuel au 4^e trimestre 2022
- ❖ Moody's estime que la nouvelle administration devrait maintenir la discipline budgétaire et la volonté de réforme économique du précédent gouvernement
- ❖ Les comptes publics affichent un excédent de 609,5 M€ sur l'année 2022, soit un solde +2,3% du PIB
- ❖ Les nouveaux financements signés par la BEI avec Chypre en 2022 s'élèvent à 250 M€, soit 0,94% du PIB
- ❖ Les transactions immobilières affichent un niveau record en 2022, à 5,2 Mds€, soit une hausse annuelle de 27%.

GRECE

- ❖ Les IDE en hausse de 12,3% en 2022
- ❖ En janvier 2023, les prix de production de l'industrie grecque augmentent de 1,3% sur un mois et de 13,5% sur un an
- ❖ Le nombre d'investisseurs étrangers ayant demandé un visa doré en Grèce a progressé de 231% au quatrième trimestre 2022
- ❖ Annonce de lancement des travaux de construction du nouveau gazoduc « West Macedonia
- ❖ La Grèce atteint l'objectif européen de réduction de consommation de gaz de 15%
- ❖ Sur l'ensemble de l'année 2022, les recettes de voyage ont atteint 17,63 Mds€ (+67,9% en g.a.)

ROUMANIE

- ❖ L'inflation sous-jacente continue de progresser en janvier
- ❖ La masse monétaire continue de se rétracter sous l'effet du resserrement monétaire
- ❖ La Roumanie rejoint un partenariat européen de 11 Etats sur le nucléaire
- ❖ Le secteur de la construction demeure dynamique cet hiver
- ❖ Associé au turc Gulermark, Alstom remporte un contrat majeur portant sur la construction de lignes de métro à Cluj et Bucarest

LE CHIFFRE A RETENIR

Objectif REPowerEU
Évolution de la consommation
de gaz dans la région du Sud Est
(entre août 2022 et janvier 2023 vs
moyenne des 5 dernières années)

Moyenne U.E.	-19,3%
Bulgarie	-23,9%
Chypre	-
Grèce	-22,7%
Roumanie	-25,4%

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Lancement de la campagne de communication sur la future adhésion du pays à la zone euro par une conférence. Le gouvernement intérimaire bulgare a lancé, le 24 février dernier, [une campagne de communication](#) sur la future adhésion du pays à la zone euro visant à informer la société de tous les faits liés au processus. Une conférence thématique « La Bulgarie en route vers l'euro » a marqué le début de cette campagne. Selon le PR, Roumen Radev, le processus d'adhésion ne devrait pas conduire à une baisse du niveau de vie des Bulgares mais à son augmentation. Il a appelé les partis politiques, actuellement en campagne électorale pour le scrutin législatif anticipé le 2 avril, à réfléchir aux politiques nécessaires pour accroître la compétitivité et la croissance de l'économie bulgare. Le Premier ministre intérimaire Galab Donev a déclaré que le gouvernement poursuivrait le travail de préparation technique du pays et continuerait de compter sur le soutien et le partenariat de la Commission européenne. Selon la ministre des Finances, Rositza Velkova-Jeleva, le processus de convergence nominale et réelle en Bulgarie se poursuit à un rythme régulier. La croissance des revenus, ainsi que des salaires, est en ligne avec la croissance de la productivité du travail, tandis que l'inflation plus élevée est un résultat naturel de la convergence des revenus dans le pays par rapport à la moyenne de l'Union européenne. La ministre a également évoqué que la Bulgarie faisait des efforts pour parvenir à une convergence juridique en s'efforçant de surmonter les incohérences constatées dans les rapports de convergence de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne en juin 2022. Le Vice-président de la CE, Valdis Dombrovskis, a assuré que la Commission continuerait à travailler en étroite collaboration avec la Bulgarie pour soutenir ses efforts d'adhésion à la zone euro.

Pour mémoire, la ministre des Finances a annoncé, le 17 février dernier, que la Bulgarie ne soumettrait pas de demande de rapports de convergence fin février parce que le pays n'avait pas rempli tous ses [engagements](#) pris lors de son entrée dans le mécanisme de taux de change MCE II et ne respecte pas le critère d'[inflation](#).

Hausse de la dette extérieure brute de 5,8 % en 2022. Selon [les données préliminaires](#) de la Banque nationale de Bulgarie, la dette extérieure brute du pays a augmenté de 5,8 % en g.a. pour atteindre 43,9 Mds EUR fin décembre, soit 52,1 % du PIB. Cette hausse annuelle est due à l'accroissement de la dette extérieure du secteur privé de 7,8 % en g.a. pour s'élever à 31,2 Mds EUR. La dette extérieure du secteur public a augmenté de 1,4 % en g.a. en atteignant 12,7 Mds EUR. La dette extérieure à long terme a augmenté de 2,9 % en g.a. pour s'élever à 35,6 Mds EUR et celle à court terme de 20,9 % en g.a. à 8,3 Mds EUR. (En décembre 2022, la dette extérieure brute s'est accrue de 1,4 % en g.m.)

Enjeux sectoriels et thématiques

Enquête du Parlement européen sur une fraude concernant les émissions de gaz à effet de serre. Le Parquet européen a annoncé [le 27 février](#) d'avoir procédé à plusieurs perquisitions dans le cadre d'une enquête sur d'éventuelles fraudes réalisées par une société privée bulgare concernant le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE). L'entreprise a sciemment soumis de fausses données aux autorités nationales compétentes en déclarant des quantités moins élevées d'émissions de gaz à effet de serre dans le cadre du SCEQE, ce qui a entraîné **des pertes** pour le budget de l'UE et le budget national de plusieurs millions d'euros.

Entretien des ministres de l'Énergie de la Bulgarie et de l'Ukraine sur une coopération concernant le gaz naturel et l'énergie nucléaire. Les progrès réalisés par la Bulgarie dans le cadre de la diversification des livraisons de gaz naturel (finalisation de l'interconnexion avec la Grèce, accords avec la Turquie et la Grèce, lancement de la construction de l'interconnexion Bulgarie-Serbie) ont été soulignés par le ministre bulgare de l'Énergie, Rossen Hristov, lors de son entretien [le 28 février](#) à Stockholm avec son homologue ukrainien German Galushtchenko. Le ministre bulgare a invité l'Ukraine à se joindre à l'initiative de prospection du marché de gaz de l'Europe centrale et du Sud-Est dont l'objectif est la diversification des approvisionnement après une analyse des informations fournies par chaque pays de la région sur la quantité de gaz dont il a besoin, ainsi que sur les capacités de son infrastructure de transport. Les deux ministres ont également discuté de la possibilité de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, y compris l'utilisation en Ukraine des équipements russes destinés au projet de centrale nucléaire de Béléné. Cette question sera étudiée lors d'une prochaine mission en Bulgarie d'une équipe technique ukrainienne.

La Bulgarie bénéficiera de plus de 480 M€ au titre du plan RePowerEU. Le ministre de l'Economie et de l'Industrie, Nikola Stoyanov, [a annoncé](#) que la Bulgarie bénéficiera de financements européens de plus de 480 M EUR au titre du plan [RePowerEU](#) relatif à la transition énergétique de l'UE. Selon le ministre, ces financements permettront de réduire les coûts énergétiques via des investissements dans nouvelles capacités de production remplaçant progressivement celles à forte intensité de carbone et soutiendront ainsi les PME qui subissent la plus forte pression en raison des prix élevés de l'énergie.

Chypre

Macroéconomie et finances

[Selon les estimations finales de CYSTAT](#), le PIB chypriote a crû de **+4,5% en rythme annuel au quatrième trimestre 2022**, marquant un léger ralentissement par rapport au rythme de croissance du T3 (+5,3% en g.a.). Les principaux secteurs ayant tiré l'activité au T4 sont l'information-communication (+14,0% en g.a.) ainsi que l'hôtellerie-restauration, le transport et stockage, et le commerce de gros et de détail (+9,7% pour ces trois activités, qui sont regroupées dans une seule et même catégorie dans les comptes nationaux chypriotes). En rythme trimestriel (séries corrigées des variations saisonnières), la croissance de l'activité est estimée à +1,1%, contre +1,7% précédemment. Sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance du PIB atteint en outre +5,6%, après +6,6% en 2021, [pour un PIB réel estimé à 24,23 Mds€ en 2022](#). Le PIB nominal est de son côté estimé par CYSTAT à 27,01 Mds€ en 2022, contre 24,02 Mds€ en 2021.

Dans une récente analyse, [Moody's](#) estime que la nouvelle administration devrait maintenir la discipline budgétaire et la volonté de réforme économique du précédent gouvernement. Moody's souligne notamment les propos du président Christodoulides indiquant que tout soutien supplémentaire aux ménages et entreprises dans un contexte encore fortement inflationniste devra être ciblé et ne pas mettre en péril la politique de consolidation budgétaire menée jusqu'ici. La nomination au Ministère des Finances de l'expérimenté Makis Keravnos, ancien Ministre du Travail puis des Finances du gouvernement Papadopoulos (2003-08), plaide notamment en ce sens. M. Christodoulides a également indiqué vouloir privilégier une augmentation progressive, et moins

radicale que celle demandée par les syndicats, du mécanisme COLA (*Cost of living allowance*), qui prévoit une indexation des salaires sur l'inflation pour environ un tiers des travailleurs sur l'île. [Parmi les priorités du nouveau gouvernement](#) figurent en outre la diversification du mix énergétique chypriote (reposant à 83% sur le pétrole et 13% sur les énergies renouvelables en 2021) et la mise en œuvre du plan national de relance, pour lequel Chypre a reçu sa première tranche de décaissement (85 M€) en décembre 2022. Moody's souligne enfin les difficultés attendues en termes de gouvernance, M. Christodoulides n'étant pas certain de pouvoir bénéficier du soutien du parti DISY, qui dispose de 17 sièges sur 56 au sein du Parlement chypriote.

Les comptes publics chypriotes affichent un [excédent de 609,5 M€](#) sur l'ensemble de l'année 2022, soit un solde +2,3% du PIB. Le solde marque une forte amélioration par rapport à l'exercice 2021, déficitaire à hauteur de -402,8 M€ (-1,7% du PIB). Les recettes publiques ont crû de +14,5% pour atteindre 11,38 Mds€, tandis que les dépenses progressent légèrement sur la période (+4,1% à 10,77 Mds€). La hausse des prestations sociales (+11,3% à 4,28 Mds€) s'est notamment substituée aux subventions directes liées à la pandémie.

Le [montant des nouveaux financements signés par la BEI avec Chypre](#) en 2022 s'élève à 250 M€, soit 0,94% du PIB. L'ensemble de ces financements sera dédié à des projets verts. Une enveloppe de 150 M€ est notamment prévue pour des projets de régénération urbaine afin de rendre plus soutenable le modèle économique et urbain des municipalités chypriotes. Un accord de 100 M€ a également été trouvé pour soutenir les entreprises chypriotes via le financement du [Cyprus Entrepreneurship Fund](#) (CYPEF), un fonds lancé en 2014 dans le but d'accroître le soutien financier aux PME. Le CYPEF est géré par le Fonds Européen d'Investissement, filiale de la BEI, qui a également accepté la gestion du nouveau Cyprus Equity Fund (CEF), premier fonds de capital-investissement du pays. Au-delà du soutien direct du groupe BEI, l'encours global des prêts de la banque européenne s'élève à environ 12% du PIB. Entre 2013 et 2022, l'activité de prêt de la BEI à Chypre a atteint près de 2,5 Mds€.

Enjeux sectoriels et thématiques

Les transactions immobilières affichent un niveau record en 2022, à 5,2 Mds€ [selon le rapport annuel de PwC](#), soit une hausse annuelle de 27%. Au total, 22 500 propriétés ont été vendues l'année dernière, principalement à Limassol et Nicosie, qui comptent respectivement pour 31% et 27% des transactions. Le nombre de propriétés vendues progresse ainsi de 12% sur un an et de 31% par rapport à 2019, les districts de Limassol, Larnaca et Paphos ayant connu les augmentations annuelles les plus fortes (respectivement +18 %, +23 % et +31 %). À l'inverse, la dynamique est négative dans les districts de Nicosie (-6%) et Famagouste (-1%), qui enregistrent des baisses marginales. À l'échelle nationale, les ventes d'appartements ont tiré le marché, avec des transactions estimées à 2,1 Mds€ (+42% sur un an) pour 9 000 opérations (+29%), contre 1,5 Mds€ (+15%) et 4 900 opérations (+11%) concernant des maisons. Un rebond a notamment été observé sur le marché des propriétés haut de gamme (> 1,5 M€), en berne depuis 2020 et la fin du programme de passeport doré, avec une hausse de 36% des transactions sur un an. Ce segment enregistre 220 opérations pour un total de 590 M€ (contre 324 opérations et 810 M€ lors du pic de 2018), soit environ 11% du total des transactions à Chypre en 2022. La forte croissance du marché immobilier chypriote découle selon PwC de l'installation de nombreuses entreprises étrangères à Chypre en 2022 mais aussi d'une demande domestique résiliente. Les ventes à des acquéreurs étrangers ont ainsi progressé de 61% pour atteindre 5 928 propriétés, principalement à Limassol et Paphos. Notons enfin que le secteur du bâtiment, affecté par la hausse des coûts des matériaux de construction (+17,2% en 2022), n'a pas bénéficié pleinement de cette dynamique, enregist-

treant un léger recul du nombre de permis de construire (-5,4% en g.a. au cours des onze premiers mois de l'année 2022).

Grèce

Macroéconomie et finances

Les IDE en hausse de 12,3% en 2022 : selon les données de la [Banque de Grèce](#), les Investissements Directs Etrangers (par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de la société investie) ont atteint un nouveau record en 2022 et se sont établis à 6, 246Mds€ à prix courants, après 5, 560 Mds€ en 2021. Les IDE sont l'une des sources de financement du déficit du compte courant (20,1 Mds€ - 9,6 % du PIB- en 2022). Les données sur la répartition des IDE dans les différents secteurs d'activité économique n'ont pas encore été publiées. En 2021, l'immobilier avait la part la plus importante (près de 40%), suivi par les activités financières et d'assurance (11,8%), l'industrie manufacturière (10,8%), le commerce (8,9%) et l'énergie (8,1%).

Le nombre d'investisseurs étrangers ayant demandé un visa doré en Grèce a progressé de 231% au quatrième trimestre 2022. Au total, [le ministère des migrations et de l'asile](#) a recensé 2 432 demandes de visas dorés contre 683 au troisième trimestre 2022. [Sur l'ensemble de l'année 2022](#), 2 767 nouveaux visas ont été accordés (+81% par rapport à 2019 et -21% par rapport à 2019) sur un total de 4 264 demandes. Pour rappel, le programme « Golden Visa » prévoit l'octroi de permis de résidence pour cinq années aux investisseurs étrangers achetant des biens immobiliers d'une valeur minimale de 250 k€ en Grèce. Le Premier Ministre Kyriakos Mitsotakis avait annoncé à l'automne dernier le relèvement du seuil d'éligibilité à 500 k€ à compter du 30 avril 2023 pour Athènes et une partie de la région de l'Attique, à Thessalonique, Mykonos ou encore Santorin. Cette décision a notamment contribué à l'augmentation du nombre d'investisseurs au T4 2022, ces derniers anticipant le relèvement du seuil à venir. Le nombre total de permis de séjour octroyés jusqu'ici atteint 9 802. La Chine se positionne comme le [premier pays d'origine des investisseurs](#) avec 6 159 visas accordés, soit 62,8% du total, devant la Turquie (6,4%), le Liban (4,5%) et la Russie (4,1%).

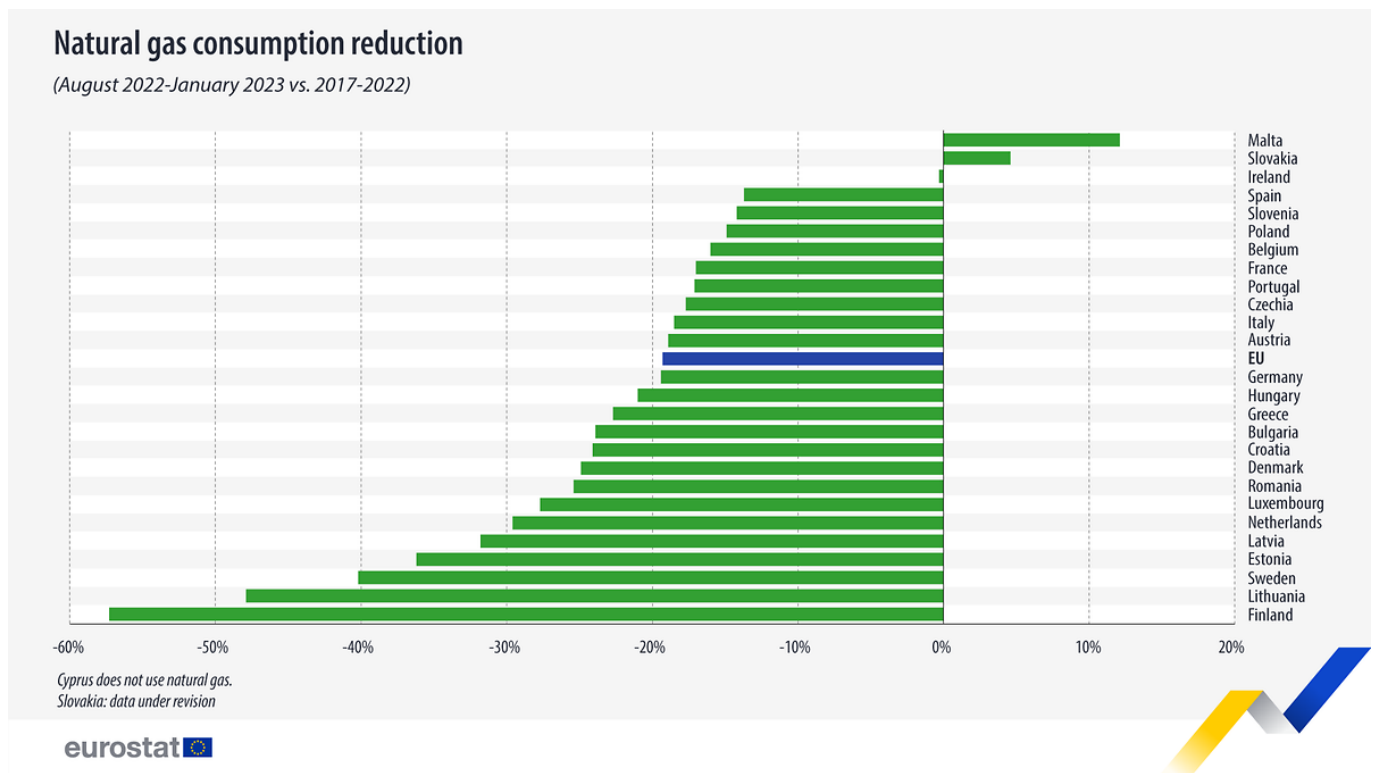
En janvier 2023, les prix de production de l'industrie grecque augmentent de 1,3% sur un mois et de 13,5% sur un an. La nouvelle augmentation du coût de production des industries nationales est due à des changements dans les indices des différents marchés. Les prix destinés au marché grec sont en hausse de 13,4% (et ceux destinés aux marchés extérieurs 14,1% . [ELSTAT](#)

Enjeux sectoriels et thématiques

Annnonce de lancement, par l'opérateur du réseau grec de transport de gaz DESFA, des travaux de construction du nouveau gazoduc « West Macedonia ». Doté d'un budget de 163 M€, ce gazoduc a une longueur d'environ 160 km et sera le premier gazoduc de transport d'hydrogène à haute pression. Partant de la ville de Trikala et en terminant à la ville de Kozani, le gazoduc et ses branches traverseront les régions de Macédoine centrale (villes Imathia et Pella) et de Macédoine occidentale (villes Kozani et

Florina), ce qui permettra de fournir de gaz naturel à de nouvelles zones et d'assurer l'accès potentiel à de nouveaux utilisateurs (industrie, artisanat, agriculture et consommation domestique). Sa mise en service est prévue en 2024.

Selon les données publiées par [Eurostat](#), la consommation de gaz naturel de la Grèce a chuté de plus de 22,7% sur août 2022-janvier 2023 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes (2017-2022) pour cette même période, soit plus que l'objectif de réduction de 15% (pour la période entre le 1er août 2022 et le 31 mars 2023) fixé par le plan européen REPowerEU, visant à mettre fin à la dépendance de l'UE vis-à-vis des combustibles fossiles russes. La baisse moyenne au niveau de l'UE a été de 19,3%. La plus forte baisse a été enregistrée en Finlande (-57,3%), en Lituanie (-47,9%) et en Suède (-40,2%). En France la baisse a été de 17%. L'Espagne (-13,7%) et la Slovaquie (-14,2%) ont réussi à faire baisser leur consommation, mais sans atteindre l'objectif. Deux pays membres, Malte et la Slovaquie ont vu leur consommation augmenter. Dans la région de l'Europe du Sud Est, la consommation de gaz a chuté de 23,9% en Bulgarie et de 25,4% en Roumanie.



Sur l'ensemble de l'année 2022, les recettes de voyage ont atteint 17,63 Mds€ (+67,9% en g.a.) [selon les données provisoires de la Banque de Grèce](#). Ces recettes sont légèrement inférieures (-3,0%) à celles enregistrées en 2019, tout comme le nombre de voyageurs entrants (27,83 M, contre 31,35 M en 2019). La dépense moyenne par voyage a de son côté augmenté de 9,7% pour s'établir à 619 euros. Parmi les pays d'origine des touristes en Grèce, notons la progression des arrivées en provenance du Royaume-Uni (4,48 M, soit +181,9% par rapport à 2021 et +28,2% par rapport à 2019), d'Allemagne (4,35 M, soit +45,0% par rapport à 2021 et +8,1% par rapport à 2019), et de France (1,76 M, soit +49,6% par rapport à 2021 et +14,0% par rapport à 2019). Sur le seul mois de décembre, les recettes touristiques atteignent 247 M€, en hausse de 32,7% sur un an et inférieures de 16,1% par rapport à 2019. L'excédent de la

balance des services de voyage atteint enfin 71 M€ en décembre et 15,69 Mds€ sur l'année. Sur cette période, les recettes nettes des voyages compensent 40,2% du déficit commercial et contribuent pour 80,9% aux recettes nettes totales des services.

Roumanie

Macroéconomie et finances

L'inflation sous-jacente continue de progresser en janvier. Malgré la dynamique de désinflation observée ces deux derniers mois, l'inflation sous-jacente continue de progresser. En janvier, l'inflation ajustée CORE 2 a progressé de +14,86 % en glissement annuel, après avoir connu une hausse de +14,65 % au mois de décembre. La Banque Nationale de Roumanie anticipe un pic de l'inflation sous-jacente au premier trimestre, cette dernière devrait ensuite refluer progressivement au cours des prochains mois. L'indice CORE 2 ajusté devrait cependant se maintenir à un niveau plus élevé que l'Indice des Prix à la consommation au cours des deux prochaines années, et atteindra +9,8 % au T4 2023.

La masse monétaire continue de se rétracter sous l'effet du resserrement monétaire. La politique de resserrement monétaire menée par la Banque Nationale de Roumanie, qui a conduit à une hausse du taux d'intérêt directeur de 525 points de base depuis le début de l'année 2022, contribue à diminuer progressivement la masse monétaire. En janvier, la masse M1, comprenant la monnaie en circulation ainsi que les dépôts à vue, [a diminué de -4,5 %](#), en glissement annuel, en terme nominal. En termes réel, cette baisse s'élève à -18,4 %. Dans le même temps, la masse monétaire totale (M3) s'est également contractée, mais moins fortement (-7,4 % en terme réel).

Enjeux sectoriels et thématiques

La Roumanie rejoint un partenariat européen de 11 Etats sur le nucléaire. La Roumanie fait partie de la [coalition de 11 Etats-membres de l'UE](#), menée par la France, visant à développer la filière nucléaire et à accroître la coopération dans ce domaine. Ces Etats défendent un recours accru à l'énergie nucléaire afin d'atteindre les objectifs de décarbonation fixés par la Commission européenne. Ils souhaitent par ailleurs que l'hydrogène produit à partir de cette énergie soit considéré comme vert. Cette coalition, qui regroupe également la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, la Hongrie, la Finlande, les Pays-Bas, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie, souhaite soutenir de nouveaux projets de centrales s'appuyant sur des technologies innovantes. Certains états-membres, comme l'Allemagne et l'Espagne, privilégient au contraire le recours aux énergies renouvelables et sont opposés à cette approche.

Le secteur de la construction demeure dynamique cet hiver. Le secteur de la construction s'impose comme l'un des plus dynamiques de l'économie roumaine. En 2022, le volume des travaux de construction a [augmenté de +10,8 %](#), en série ajustée, par rapport à 2021. Bien qu'en recul au deuxième semestre, le segment de la construction de logement demeure le principal moteur du secteur, alors que les travaux de rénovation ont fortement progressé au cours de l'année, notamment en raison de la nécessité d'accroître l'efficacité énergétique des bâtiments dans le contexte actuel. Le secteur profite également d'une forte attractivité en raison de salaires supérieurs à la plupart des activités

industrielles. La construction enregistre ainsi le plus faible taux d'emplois vacants de l'économie roumaine. En janvier, un recul du nombre de permis de construire et de la superficie concernée a cependant été observé par rapport au mois de janvier 2022.

Associé au turc Gulermark, Alstom remporte un contrat majeur portant sur la construction de lignes de métro à Cluj et Bucarest. Le groupe turc Gulermark a remporté [deux contrats](#) portant sur la construction de la ligne M1 du métro de Cluj, pour un montant de 1,84 Mds EUR, ainsi que sur la construction d'un tronçon de 6 stations de la ligne M6 du métro bucarestois devant mener à l'aéroport Otopeni, pour 260 M EUR. Dans le cadre de ces appels d'offre, Gulermark s'est associé au français Alstom, qui devrait notamment réaliser des travaux d'ingénierie et de signalisation, ainsi qu'au roumain Arcada. Ces travaux d'infrastructure étaient inscrits dans le PNRR roumains et devraient être financés, en partie, par des fonds européens.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :

Athenes@dgtresor.gouv.fr